

Questions orales

ces choses-là, et il y a des listes complètes qui sont à la disposition de l'honorable député.

Évidemment, je n'ai jamais entendu parler de ministres régionaux qui retiendraient la mise en application de ces programmes. Je pense qu'ils sont plus intelligents que cela. Nous avons tout intérêt à créer des emplois, à contribuer à la création d'emplois le plus rapidement possible. Je ne vois pas où l'honorable député a entendu ces propos. En ce qui a trait au Programme de stabilisation du grain dans l'Ouest du Canada, programme que nous avons accepté il y a 15 jours à la Chambre même, il va être mis en application par anticipation très rapidement, un an et demi avant la période qui aurait été mise en application si nous n'avions pas fait de changement à la législation.

[Traduction]

LE DÉBLOCAGE DES CRÉDITS

L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest): Monsieur le Président, je voudrais poser ma question au premier ministre. J'ai déjà mentionné ce fait au premier ministre suppléant, qui ne semble pas s'intéresser à la crise du chômage actuelle et qui, par paresse, nous tient des propos abstraits et superficiels.

Nous avons maintenant la preuve que des membres du cabinet retiennent à des fins politiques des fonds qui pourraient servir à créer des emplois, en vue de pouvoir annoncer ces dépenses cet été, alors que notre pays compte un nombre de chômeurs sans précédent. Maintenant que le premier ministre est de retour au Canada, je voudrais qu'il nous dise s'il a l'intention de demander à ses ministres régionaux de distribuer cet argent afin de créer les possibilités d'emploi qui devraient exister dans notre pays, et ce, dans l'intérêt des citoyens qui cherchent du travail et qui ont tellement besoin d'en trouver un.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président, quand le député affirme qu'il possède la preuve que des ministres du cabinet retiennent des fonds, je suppose qu'il veut dire en fait qu'il n'en a pas la moindre preuve. Il fabule.

Je me suis penché sur cette question depuis mon arrivée. Je sais que le député ou un de ses collègues a soulevé la question. Au cours de la fin de semaine, je me suis efforcé de voir s'il existait le moindre signe permettant de penser que c'était le cas. Non seulement je n'ai rien trouvé de la sorte, mais ce que j'ai découvert tend à prouver le contraire. J'ai pu constater que les crédits du programme Canada au travail étaient déjà presque tous débloqués, alors que l'exercice financier ne fait que commencer. En ce qui concerne Été Canada, 95 p. 100 du budget de 201 millions de dollars ont déjà été engagés, et les autres crédits sont en voie d'être approuvés au moment où je vous parle.

• (1420)

L'affectation des fonds du programme Accès-carrière se fait au rythme soutenu de 3.2 millions par semaine. Les crédits accordés en vertu de l'article 38 pour les initiatives de Canada au travail sont dépensés au rythme de 1.7 million par semaine.

Pour tous les programmes, monsieur le Président, qu'il s'agisse du programme de croissance locale de l'emploi, d'Accès-carrière, des subventions de création d'emplois ou des autres contributions, tous les fonds sont dépensés au fur et à

mesure. Nous ne mettons rien de côté. Quand le député prétend qu'il a des preuves, je suppose qu'il cherche en fait à lancer une rumeur, qu'il tâte le terrain ou qu'il déforme la vérité en se servant des formules habituelles.

LE PROGRAMME D'INITIATIVES SPÉCIALES POUR L'EMPLOI

L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest): Monsieur le Président, malgré la récitation du premier ministre, celui-ci pourra peut-être intervenir, alors que son mandat tire à sa fin, et nous donner l'assurance—une assurance catégorique . . .

M. Cousineau: Quelle mesquinerie!

M. Hnatyshyn: C'est la vérité. Le premier ministre quitte son poste. Mais auparavant il devrait s'assurer que l'on fait quelque chose à l'égard du Programme d'initiatives spéciales pour l'emploi, dont le budget est de 40 millions de dollars. Son ministre de l'Emploi a déclaré publiquement qu'il ne comprend pas pourquoi les ministres qui représentent les régions n'ont pas encore donné de directives précises à cet égard et pourquoi les fonds sont bloqués. Son ministre des Pêches et des Océans a déclaré à son homologue de Terre-Neuve qu'il ne peut pas convaincre le ministre représentant cette région de débloquer les crédits ou de lui donner des instructions quant aux fonds à allouer aux projets spéciaux avant les prochaines élections, de toute évidence. Pourquoi les crédits réservés au transport du grain de l'Ouest n'ont-ils pas encore été dépensés dans cette partie du pays?

Où sont ces fonds dont nous avons si désespérément besoin pour donner de l'emploi aux chômeurs du pays? Le premier ministre peut-il nous donner une garantie catégorique qu'il va vérifier que ces crédits ne sont pas bloqués? Nous avons les preuves, cette fois-ci nous le tenons.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Le député parle de faits, de preuves concrètes, mais il n'en donne aucune, monsieur le Président. Il dit simplement qu'il nous tient cette fois-ci. Nous avons affecté plus de 1.2 milliard cette année à la création d'emplois, à la lutte contre le chômage, outre tous les emplois créés et qui ont été annoncés ces derniers temps, notamment par Renault American Motors et par l'usine de valorisation de Husky. Des emplois sont créés, mais en ce qui concerne les dépenses directes pour les emplois, monsieur le Président, tout ce que le député trouve à dire, c'est que certains ministres représentant des régions disent à leurs homologues: «Écoutez, si vous devez dépenser des fonds dans ma province, dites-moi comment vous comptez procéder et nous en discutons.»

L'année financière n'a commencé qu'il y a trois mois. Je tiens à dire au député que loin de bloquer les fonds, nous avons déjà dépensé dans certains secteurs 95 p. 100, voire la totalité des crédits. Prétendre que nous bloquons les fonds pour les dépenser lors des prochaines élections n'est que pure invention, pure fiction. Le député croit savoir quand auront lieu les prochaines élections, mais, moi, je n'en sais rien.

M. Hnatyshyn: Je sais que cela ne tardera pas.

M. Trudeau: Je sais que si le gouvernement reste au pouvoir ou si mon successeur décide de ne pas déclencher les élections très rapidement, la caisse des crédits aux circonscriptions sera à sec. Je le répète, les crédits alloués aux circonscriptions dans le cadre du programme Canada au travail sont presque entièrement dépensés. Que dépensera-t-il à l'automne et l'hiver